

Quelques aspects du nationalisme en Europe

par Alfred FRISCH*.

★

Que l'on veuille ou non, la construction européenne se heurte aux nations. La situation confuse qui règne à cet égard a dernièrement été caractérisée par une curieuse déclaration de l'ancien premier ministre français Michel Debré qui avait inventé « l'Europe des patries » et qui préconise maintenant la naissance, pour ne pas dire la création, d'une nation européenne. En réalité, on n'a jamais expliqué bien clairement ce que les différents hommes politiques entendent par nation. D'ailleurs, selon que leur langage est dans le monde francophone d'inspiration révolutionnaire — consciemment ou inconsciemment — ou traditionaliste, ils se servent sans distinction notable des expressions « peuple » ou « nation ». En Allemagne, par contre, la nation est rarement invoquée, car on y accorde la priorité à la patrie, au « Vaterland », qui a, néanmoins, en allemand une toute autre résonance qu'en français où, grâce à la Grande Révolution de 1789, la patrie est intimement liée au nationalisme, tandis que le Vaterland allemand peut avoir pour beaucoup un caractère neutre. En France, l'affaire se complique par l'introduction d'une troisième notion, celle de l'État. On a pu être frappé par la facilité avec laquelle le général de Gaulle est passé de l'Europe des patries de Debré à sa propre formule d'une Europe des États, qui pourrait engendrer, d'après cette philosophie politique assez artificielle, une nation européenne dans un avenir plus ou moins rapproché.

Il semble utile de sortir de ce maquis des mots, qui ne veulent souvent rien dire et qui ont des significations multiples, pour se pencher sur quelques réalités et probabilités. L'Europe des slogans n'a guère de sens. Il serait trop simple d'opposer à l'Europe des nations une Europe sans nations ou à l'Europe des États une construction supranationale. Nos penseurs ou tacticiens politiques — malheureusement ces deux genres risquent de plus

en plus de se confondre, bien entendu au grand avantage des tacticiens — semblent avoir oublié un des attributs essentiels de la souveraineté : le droit et la possibilité d'en aliéner une fraction plus ou moins importante et même l'intégralité. Autrefois, on a toujours été parfaitement conscient du fait que tout traité international implique une certaine limitation de la souveraineté et que de tels traités ne peuvent être conclus que par des États souverains. Les Fédérations ont été l'œuvre d'États souverains qui ont volontairement renoncé à une partie plus ou moins importante de leur souveraineté et de leur indépendance nationales en faveur d'un plus grand ensemble. Il faut, néanmoins, rappeler qu'à ce moment-là personne n'aurait eu l'idée de parler d'une solution supranationale. Cette expression est assez malencontreuse, car elle n'a en réalité aucun fondement juridique véritable et ne se base sur aucune tradition. Lorsque dans une Fédération, un certain nombre de décisions sont prises d'après des règles convenues d'avance avec une majorité plus ou moins qualifiée, ce système n'exclut point le maintien des États avec un volume considérable de droits de souveraineté, ni d'ailleurs un parallélisme entre des votes majoritaires et des coordinations politiques obtenues par consentement unanime. L'évolution du Reich allemand depuis sa phase préparatoire du Zollverein jusqu'à la constitution de la République de Weimar est à cet égard fort instructive. Les Européens auront, en outre, intérêt d'étudier à fond les mécanismes des constitutions des États-Unis, de la République Fédérale d'Allemagne et de la Suisse avant de livrer des batailles théoriques pour ou contre la supranatio-

* Alfred FRISCH, né en 1913 à Heidelberg (Allemagne), licencié en droit de l'Université de Lyon, depuis 1946 correspondant politique et économique de journaux allemands à Paris, auteur de diverses études politiques et sociologiques, notamment dans la série « Futuribles ».

nalité. On se demande pourquoi l'Europe a besoin d'une nouvelle conception juridique pour se fédérer, lorsque personne n'aurait l'idée de donner au pouvoir du gouvernement fédéral en Allemagne, aux États-Unis ou en Suisse un caractère supranational. Abstraction faite des malentendus, confusions et arrière-pensées possibles ou probables, Michel Debré est plus proche de la réalité européenne en parlant d'une nation européenne que ses adversaires qui prônent la supranationalité.

Au risque de choquer certains lecteurs, nous voudrions aussi poser la question de savoir si la notion de supranationalité ne possède pas des racines nationalistes. N'est-il pas préférable et nécessaire de remplacer les États indépendants européens par un ensemble de conception nouvelle au lieu d'aboutir par l'addition des nationalités, qu'on coiffe d'un organisme supérieur, à une supranationalité qui reste, qu'on le veuille ou non, fidèle au principe national? Lorsqu'on souhaite réellement se libérer des idéologies et définitions du XIX^e siècle, n'est-il pas indiqué de remplacer les nations par une communauté dont l'objectif ne serait plus, comme c'est encore trop souvent le cas actuellement, d'éliminer ou de réduire les prérogatives des États, mais de créer une union *sui generis* qui trouve sa justification non pas seulement dans la volonté de vivre ensemble, mais aussi dans la nécessité d'une concentration politico-économique comme condition préalable de la survie de l'Europe avec un minimum d'indépendance dans l'indispensable interdépendance internationale? Bref, ce n'est pas la solution supranationale qui nous permettra de dépasser la nation, mais l'esprit communautaire.

Après cette digression, nous voudrions revenir au sujet même de notre étude, c'est-à-dire au nationalisme dont les manifestations et les formes d'expression sont suffisamment concrètes et qui continuent à jouer un rôle considérable en Europe, même dans des milieux qui préconisent en même temps des solutions supranationales.

Le micro-nationalisme.

Le premier phénomène qui frappe l'observateur, c'est le développement à travers le monde du micro-nationalisme, au moment même où certains esprits rêvent d'un gouvernement mondial et

où d'autres, beaucoup plus nombreux, mais pas toujours plus réalistes, parlent de l'unité obligatoire de tous les continents, de l'Europe sans rivages, de la communauté latino-américaine, du panafricanisme, etc. Cette éclosion du micro-nationalisme se manifeste sur deux terrains entièrement différents, mais en partie interdépendants. Le premier doit son existence au passage du colonialisme à l'indépendance, le deuxième à un réveil, en apparence assez curieux, du particularisme régional à base linguistique et culturelle. L'interdépendance entre ces deux formes de micro-nationalisme s'explique d'une part par le fait que les manifestations nationalistes des pays ayant récemment acquis leur indépendance sont souvent d'origine tribale, aussi bien en Afrique qu'en Asie, et d'autre part, par l'effet contagieux de l'anticolonialisme. Pour choisir un exemple aussi peu brûlant que possible : un Breton qui pour des raisons hautement estimables, regrette la disparition progressive de sa langue éprouve quelques difficultés à renoncer à la défense de son particularisme local, alors qu'on accorde l'indépendance nationale à un demi-million d'Africains, qui souvent n'ont même pas une langue commune et ont besoin du français ou de l'anglais pour se comprendre. Bien que d'inspiration entièrement différente, le développement du micro-nationalisme des pays développés nous paraît ainsi intimement lié au mouvement de décolonisation.

Après ces réflexions préliminaires, il est sans doute nécessaire de justifier la notion même du micro-nationalisme. On peut évidemment défendre la thèse, selon laquelle tout groupe humain qui croit avoir le droit de constituer, pour une raison ou une autre, une communauté distincte à caractère propre, possède le droit de s'affirmer et d'exprimer sa volonté d'indépendance ou sa vocation de régler librement ses problèmes internes sans être obligé de se soumettre à des décisions externes. Seulement, ce qui nous intéresse et préoccupe dans cette évolution, c'est le double phénomène de la poussée vers des unités plus grandes avec un dépassement très conscient du nationalisme et de la renaissance simultanée du nationalisme dans des cadres très limités avec le danger d'une véritable désagrégation des organisations étatiques et même de communautés considérées jusqu'à présent comme solides et durables. Il ne s'agit point de porter des jugements de valeur, de condamner ou

de justifier le micro-nationalisme, mais seulement et surtout d'en tenir compte de façon réaliste et de connaître les limites des mouvements unitaires, qui ont souvent un caractère trop démagogique. Lorsqu'on néglige les multiples manifestations du micro-nationalisme, soit en Europe, soit ailleurs, on surestime facilement l'efficacité de certaines idées ou de certaines conceptions politiques, en risquant de devenir dupe d'un simple mythe. A notre avis, les politiciens ou les théoriciens qui préconisent au lendemain de la décolonisation la réalisation rapide de l'unité africaine sans même tenir compte du fossé qui sépare pour de nombreuses raisons l'Afrique arabe de l'Afrique noire, frisent l'absurdité politique. Comment peut-on sérieusement espérer qu'un territoire ayant récupéré après une longue domination sa souveraineté, avec plus ou moins de rapidité et de facilité, y renonce sans délai même partiellement en faveur d'une unité continentale ? On devrait dans ce cas être en présence de dirigeants extrêmement sages ou pourvus de qualités surhumaines, d'autant plus que la volonté nationale est intimement liée à des ambitions personnelles. Certes, la raison impose à l'Afrique un regroupement, à tout le moins la constitution d'unités économiques régionales ; certes, le courant général est orienté dans le monde vers des unions économiques et politiques de plus en plus puissantes, avec la constitution de communautés de peuples susceptibles d'enjamber même les océans, mais on aurait tort de négliger dans la politique les impondérables humains. Aussi longtemps qu'il faudra travailler avec des hommes, on n'évitera pas de tenir compte de leurs faiblesses et de leur égocentrisme. Dès à présent, l'exemple africain est concluant. Tous ceux qui croient pouvoir négliger les barrières naturelles existantes et les sentiments séparatistes — ce dernier mot étant compris dans un sens neutre et non péjoratif — ont connu rapidement des échecs. Un regroupement africain n'est concevable que dans un respect absolu de la liberté des hommes et même des souverainetés des États, si petits et si peu viables qu'ils soient. Le développement du micro-nationalisme à travers le monde est donc un avertissement pour tous ceux qui estiment pouvoir rationaliser la politique à l'extrême et subordonner l'homme aux règles sévères d'une économie sacrifiant tout à son efficacité.

En Europe et en Amérique du Nord, le réveil du micro-nationalisme parallèlement à l'unification

économique ou politique des grandes régions ou des continents a, en partie, d'autres causes. D'une façon peut-être un peu exagérée et sommaire, on pourrait dire qu'il s'agit là d'un sous-produit ou plutôt d'une déformation du fédéralisme. On se trouve d'ailleurs en face de tout un faisceau de tendances plus ou moins contradictoires. La revendication d'une autonomie culturelle et linguistique, le désir de maintenir des cultures et des traditions, la volonté de développer des valeurs propres qui risquent de disparaître dans un plus grand ensemble, tout cela paraît fort compréhensible et hautement justifié. Seulement, il n'y a aucune raison d'entourer l'autonomie culturelle de fils de fer barbelés politiques et de prendre des positions de combat, dont la violence n'a souvent plus aucun rapport avec l'objectif poursuivi. Comment défendre une autonomie culturelle lorsqu'on nie en même temps l'essence même de toute culture, c'est-à-dire son universalisme ? A notre avis, il existe une incompatibilité fondamentale entre la culture et le nationalisme. Cette critique s'adresse aussi bien à ceux qui revendiquent ce qu'on peut appeler un fédéralisme linguistique et culturel, qu'à ceux qui s'y opposent. Si l'on veut vraiment vivre à l'heure de l'Europe et à l'heure des grands ensembles, il est absolument indispensable de dépolitiser cette affaire et de libérer les aspirations culturelles et linguistiques de toute hypothèque nationaliste.

La solution fédérale n'est pas toujours possible. Une administration rationnelle exige certains ordres de grandeur. Pour choisir des exemples qui risquent de ne choquer personne : il est concevable de créer une Fédération du Congo, mais difficile de créer une Fédération du Gabon ou du Rwanda. La situation est également entièrement différente au Canada et dans le Jura suisse. Bien entendu, le micro-nationalisme est souvent le résultat historique d'une longue centralisation politique, mais l'émiettement administratif n'est pas obligatoirement une bonne réponse. L'issue sera probablement la lente mise en place d'un régionalisme européen, à condition que le débat soit dépolitisé et le micro-nationalisme éliminé. En attendant, nous sommes malheureusement obligés d'en tenir compte et d'éviter sur le terrain de la philosophie ou de la pratique fédéraliste cette grave confusion qui consiste à pousser à l'échelon supérieur en direction du dépassement ou même de l'élimination des nations par des constructions suprana-

tionales plus ou moins théoriques, tout en réveillant à la base un micro-nationalisme gênant par le biais de la défense ou même parfois du réveil de l'autonomie culturelle et linguistique.

L'évolution fédéraliste européenne, même si elle n'atteint qu'un degré relativement modéré, conduit, néanmoins, d'une façon automatique vers une transformation des structures politiques, grâce au déplacement et à la redistribution des pouvoirs. L'abandon progressif de diverses parcelles de la souveraineté nationale en faveur d'une communauté plus large donne davantage de liberté d'action aux unités régionales ou locales, surtout si elles avaient été soumises dans le passé à un régime centralisé. Dans ces conditions, le fédéralisme européen, conçu dans un esprit très large et sans rigidité juridique aucune, favorise l'autonomie, ceci d'ailleurs dans l'intérêt d'un sain équilibre. Pourtant, une fois de plus, il faudrait combattre particulièrement dans une telle conjoncture tout micro-nationalisme, car il fausse le jeu et risque d'ébranler les bases mêmes d'une communauté plus large, car il n'y a pas le moindre doute que n'importe quel nationalisme, quelle que soit sa motivation, est contraire à l'évolution politique moderne et à la création des grands ensembles. La situation pourrait devenir d'autant plus grave que ce micro-nationalisme s'oppose facilement à une politique régionale dépassant les frontières. Si le particularisme breton ne pose aucun problème majeur en raison de son isolement géographique, une renaissance de l'autonomisme alsacien serait incontestablement un barrage pour un regroupement régional autour du Rhin, car cet autonomisme a déjà voulu se distinguer dans le passé aussi bien de la France que de l'Allemagne. Les affinités économiques entre l'Alsace et la Lorraine d'une part, l'Alsace et le pays de Bade d'autre part, sont en tout cas plus fortes et plus décisives que les affinités culturelles, linguistiques ou politiques. Ajoutons aussi que les habitants des régions frontalières ont toujours été fort accessibles à des sentiments nationalistes, surtout lorsqu'ils ont cru être des minorités. Bref, l'Europe, afin de pouvoir se développer, sera obligée d'extirper d'une manière ou d'une autre le micro-nationalisme, sans pour autant porter atteinte aux autonomies régionales souhaitables et sans gêner l'épanouissement culturel de ses minorités, dans la mesure où elles sont encore capables de fournir une

contribution à une communauté plus vaste. En effet, la survivance d'une langue ou d'un dialecte n'est nullement une preuve suffisante de l'existence de forces créatrices.

La xénophobie.

Toujours dans le domaine du micro-nationalisme, il importe d'attirer l'attention sur les répercussions anti-européennes d'une xénophobie curieusement ancrée dans des esprits plus ou moins simples. Il est facile d'élaborer sur le papier des constructions dites supranationales et d'exiger, conformément à une belle doctrine, la disparition des nations ou des Etats, mais lorsqu'on observe la réalité quotidienne avec objectivité et sans idées préconçues, on constate combien il est difficile de faire accepter par les citoyens moyens de l'Europe la libre migration des travailleurs. Dans notre société de consommateurs, basée sur la primauté du plein emploi, la crainte de la concurrence ne joue plus qu'un rôle secondaire. L'hostilité envers les travailleurs étrangers est un phénomène d'inadaptation et d'intolérance. Les groupes humains supportent difficilement *en* plus grand nombre des éléments différenciés, soit par les habitudes de vie, soit par la langue, soit par leur comportement général. Les bâtisseurs de l'Europe ont jusqu'à présent mis leurs espoirs dans une meilleure compréhension des peuples par une information réciproque plus complète ou plus objective et surtout par un mouvement d'échanges de plus en plus intense. Or, il y a une grande différence entre l'échange, qui ne comporte que des contacts provisoires et qui est basé sur le respect réciproque des particularités, et la libre circulation des travailleurs avec l'objectif de réaliser ainsi une interpénétration humaine par une intégration progressive jusqu'à la réalisation d'une assimilation parfaite. Si quelques semaines permettent de faire du travail utile dans le domaine de l'échange, l'intégration et l'assimilation humaines sont en général l'œuvre d'une génération et ne réussissent que dans un climat de tolérance.

Il n'est pas possible de faire abstraction de ces réalités, lorsqu'on veut construire l'Europe. N'est-il pas juste de reprocher à la plupart des mouvements fédéralistes d'avoir préféré les visées politiques à un long travail en profondeur afin de donner aux citoyens une formation humaine véri-

tablement européenne ? Les causes de la xénophobie dans le contexte européen sont multiples. Sans doute y a-t-il encore un peu partout le vieux réflexe tribal qui surgit contre l'étranger, surtout lorsqu'il est capable de former une enclave humaine. La xénophobie est en général proportionnelle au degré de primitivité du milieu social. Dans ce sens, elle est aggravée par l'embourgeoisement de la classe ouvrière, qui devient sociologiquement plus primitive dans la mesure où elle perd son idéalisme, son esprit de lutte et son internationalisme. D'autres frictions résultent de l'encombrement des villes et même des campagnes dans certains pays ou régions, sans parler des jalousies et des incompatibilités d'humeur. Malheureusement, les manifestations de xénophobie augmentent en nombre et en envergure avec la liberté de circulation des hommes à travers l'Europe. Nous ne croyons d'ailleurs pas que l'élément racial en soit une cause importante. Lorsque l'hostilité envers les travailleurs étrangers prend un aspect racial, il s'agit presque toujours de pays qui, pour une raison ou une autre, ne permettent pas une immigration massive d'hommes de couleur, sauf si les victimes appartiennent à des catégories qui se sont désagréablement fait remarquer dans le passé et qui servent ainsi comme boucs émissaires. C'est ainsi le cas en France depuis la dernière guerre pour les Algériens. On se rappellera qu'entre les deux guerres la xénophobie avait été dans la même France principalement dirigée contre les réfugiés de l'Europe Centrale et de l'Europe de l'Est, qui avaient ainsi pris la suite des Italiens.

Quoi qu'il en soit, là où le prétexte racial ne saurait être invoqué, la xénophobie n'est en général pas moins virulente. Citons le sort des mineurs italiens et turcs en Belgique et la décision assez extraordinaire du gouvernement suisse de réduire le nombre des étrangers de 5 %, tout en sachant que la prospérité du pays dépend du volume global de sa population active. Le référendum récemment provoqué dans le canton de Genève contre l'expansion des organisations internationales et leurs fonctionnaires est également fort caractéristique pour la survivance d'une mentalité tribale et nationaliste regrettable. Dans ce cas, la crainte du bourgeois de manquer d'espace a joué un rôle décisif.

Signalons, enfin, le résultat d'une enquête

récemment menée en Allemagne. La grande majorité des personnes interrogées a accepté en théorie de travailler une ou deux heures de plus par semaine, si le pays pouvait, à ce prix, se passer des ouvriers étrangers. Pour apprécier l'importance de ce sacrifice — évidemment bien théorique — il faut savoir que la diminution des heures de travail est actuellement la première revendication sociale de la population allemande. Là aussi, on souhaite rester entre semblables et fermer ses portes à l'étranger, à cet être différent et par conséquent inquiétant. Or, abstraction faite de son aberration raciste, l'Allemagne n'a jamais été dans le passé xénophobe. Quelle le devienne à l'heure de l'Europe impose réflexion.

La responsabilité de la gauche.

Lorsqu'on passe du micro-nationalisme au macro-nationalisme, on constate que la gauche a pris la succession de la droite, parce que, assez curieusement, l'impérialisme expansionniste plus ou moins lié au colonialisme s'est effacé en même temps que l'internationalisme socialiste. Ce dernier n'a pas seulement été victime de la Première Guerre mondiale et de l'embourgeoisement de la classe ouvrière, mais aussi de la naissance simultanée de l'impérialisme communiste, qui s'est avéré comme un défenseur fort dynamique du patriotisme, déjà en raison de sa vocation interne d'être au service de l'intérêt supérieur de la Russie, considérée comme la patrie de tous les travailleurs du monde. La Seconde Guerre mondiale a, en outre, apporté aux communistes un autre mobile nationaliste, car ils se sont largement livrés à la démagogie de l'union nationale à base de front populaire, au moment où, après l'agression hitlérienne contre la Russie, les intérêts de Moscou coïncidaient avec les objectifs nationaux des pays occidentaux.

L'équivoque du jeu communiste a été rapidement comprise, de telle sorte qu'il n'a jamais possédé une importance en soi, mais il a eu des répercussions importantes sur le comportement des socialistes, qui dans de nombreux pays européens, sont encore maintenant le noyau de la gauche, s'il est encore permis d'utiliser cette classification datant du XIX^e siècle. En transformant la Russie en patrie des travailleurs digne d'être soutenue par tous les moyens, les communistes ont redonné assez curieusement aux ouvriers un sens patrio-

tique et renforcé ainsi une mentalité réactionnaire peu favorable au dépassement des frontières. Les socialistes, dans la mesure où ils se trouvaient en compétition avec les communistes, ont dû tenir compte de cet élément en pratiquant parfois une pénible surenchère. Ils ont d'autant plus facilement succombé à la tentation nationaliste qu'ils ont considéré la résistance contre l'occupant allemand comme une source de rénovation. De tous les temps, le patriotisme a été un programme politique facile et passe-partout.

Le nationalisme socialiste a, cependant, une deuxième origine, indépendante de la démagogie communiste. Il s'agit du complexe national des partis socialistes auxquels on a trop souvent et pendant longtemps reproché d'être insensibles à la patrie et au service d'une solidarité internationale. Ils ont tout d'abord voulu se distinguer des communistes en démontrant qu'ils n'obéissent point à un gouvernement étranger quelconque, mais qu'ils sont tout disposés à se consacrer à la défense d'une cause nationale. Ensuite, ils ont estimé qu'ils ne pourront conquérir le pouvoir qu'en gagnant la confiance de la petite bourgeoisie, qui, selon eux, est restée enfermée dans la pensée nationale et dans un esprit conservateur. Il s'y ajoutait la crainte d'être considérés dans une période de transformations et d'abandons de privilèges nationaux comme des bradeurs. C'est ainsi que le parti socialiste allemand s'est avéré sous l'impulsion de Kurt Schumacher, qui était pourtant enraciné dans la tradition internationaliste, pour de pures raisons tactiques, être le protagoniste d'une souveraineté à reconquérir. Dans le même esprit, le parti socialiste français n'a jamais réellement osé accorder à l'Algérie l'indépendance, tandis que le parti travailliste anglais s'est décidé, à la surprise générale, à défendre après l'achèvement de la décolonisation en 1965 les prétendus intérêts anglais à l'Est de Suez, reprenant ainsi une formule et une politique que le parti conservateur avait déjà largement désavouées.

Il est clair que les socialistes ont eu dans ces conditions quelques difficultés à s'enthousiasmer pour l'idée européenne. On se rappelle les hésitations du parti socialiste français envers le plan Schuman et sa division profonde provoquée par l'armée européenne, qui aurait été aisément votée, si elle avait trouvé l'appui de la gauche démocratique française. Qu'on se rappelle, en outre, l'atti-

tude franchement anti-européenne de la social-démocratie allemande longtemps encore après la mort de Kurt Schumacher. N'a-t-elle pas essayé de s'assurer une victoire électorale en opposant à l'unité européenne la priorité de l'unité allemande ? Si ces deux partis socialistes ont entre temps surmonté dans le domaine européen leurs velléités nationalistes, le parti travailliste anglais reste enfoncé dans un traditionalisme national.

La collusion plus ou moins tacite et à effet réciproque des socialistes et des communistes en faveur du nationalisme marque encore aujourd'hui largement l'ensemble de la gauche européenne, et notamment les intellectuels qui refusent souvent un engagement politique net, mais font preuve envers l'idée européenne d'un sectarisme nourri par un nationalisme latent. Malheureusement, leur influence sur l'Université comme sur les syndicats n'est pas à sous-estimer. L'Europe aurait sans doute pu faire jusqu'à présent des progrès plus rapides, si la gauche l'avait supportée partout avec élan au lieu de se méfier de l'unification du continent, en estimant notamment que le cadre national se prête mieux à la défense des intérêts sociaux qu'un vaste marché supposé être dominé par des cartels et des technocrates. Il faut aussi se rendre compte que les syndicats, et avec eux les partis de gauche, défendent en Europe de plus en plus non pas seulement le plein emploi, mais la stabilité de l'emploi. Ils pratiquent ainsi une politique du statu quo et introduisent dans les milieux ouvriers une mentalité tenacement conservatrice qui n'est évidemment guère compatible avec une action européenne accompagnée inévitablement d'une profonde transformation des structures.

La gauche a fait, en outre, preuve pendant la première phase de la construction européenne d'un étonnant complexe d'infériorité. Elle a très visiblement peur de l'influence des cartels et des technocrates, d'ailleurs pas tout à fait sans justification, car elle n'a pas été et n'est pas encore à la hauteur des tâches qui l'attendent. Il faut malheureusement constater que le rôle européen des syndicats est encore assez réduit, non pas parce qu'ils se heurtent à des résistances ou des exclusives, mais principalement parce qu'ils restent trop souvent sur l'arrière-scène et n'ont pas encore saisi la chance que l'unification européenne leur offre pour leur propre renouveau. Par conséquent, aujourd'hui encore, la gauche, au lieu de collabo-

rer avec les forces vives européennes et d'essayer d'imposer sa volonté dans les domaines importants, subit plus ou moins passivement l'évolution et se plaint amèrement de n'exercer qu'une faible influence. Cette situation encourage dans ses rangs des méfiances et des craintes de toutes sortes. Ces deux éléments nourrissent souvent le nationalisme et fournissent des arguments aussi faciles que fallacieux à la propagande communiste. Certes, les grandes centrales syndicales entretiennent des bureaux plus ou moins importants à Bruxelles, et se font aussi entendre dans le Comité Economique et Social des Communautés européennes, mais dans les pays mêmes, les organisations syndicales sont restées assez imperméables à l'esprit européen. Le développement du Marché commun ne fait guère partie des préoccupations même occasionnelles des sections syndicales. N'est-il pas significatif qu'aucune des organisations syndicales internationales n'a jusqu'à présent mis au point un véritable programme d'action européen ?

En conclusion de ces réflexions sur le nationalisme de la gauche, il nous semble permis d'affirmer que le petit citoyen, qui par son nombre, détermine à présent dans une large mesure, le visage de la société, est un élément retardataire, parce qu'il est pénétré d'une mentalité petite bourgeoise et, par conséquent, conservatrice. Il aurait été plus facile de construire l'Europe avec un mouvement ouvrier révolutionnaire engagé dans la lutte des classes et inspiré par un idéal internationaliste. Actuellement, les moteurs de l'Europe sont plutôt la grande bourgeoisie, qui comprend la nécessité de vastes marchés, et à côté d'elle, l'élite, comprise dans un sens large, tandis que l'embourgeoisement des ouvriers s'avère être un frein. On a probablement tort de parler à cet égard de nationalisme. Nous nous trouvons plutôt en face d'un attachement passif à la politique du clocher et d'un comportement casanier à la suite d'une insuffisante compréhension pour les grands courants de notre époque. Le progrès social a été plus rapide que l'éducation politique et civique. Le moment est donc venu d'essayer de rendre aux ouvriers embourgeoisés un idéal afin qu'ils redeviennent une force réellement active et politiquement productive de la société. Au lieu de s'enfermer dans une attitude purement revendicative rendue largement inutile, les syndicats feraient

bien d'entreprendre une vaste campagne d'éducation civique et européenne.

Le neutralisme nationaliste.

Nous voudrions, enfin, consacrer quelques lignes à une autre source du nationalisme en Europe : le neutralisme. Il s'agit là d'un phénomène à ramifications multiples avec des racines souvent difficilement saisissables. Si l'on fait abstraction des pays qui ont choisi plus ou moins volontairement la neutralité comme statut international, le neutralisme est presque toujours lié à des sentiments nationalistes. La neutralité et le neutralisme sont d'ailleurs des notions bien distinctes, qu'il ne faudrait pas confondre. Quant au neutralisme, il est moins l'expression d'une volonté d'isolement qu'une nouvelle forme d'affirmation de la propre personnalité nationale, appuyée de façon négative sur le refus d'accepter une domination soit réelle soit supposée, ou de se joindre avec toutes les obligations nécessaires à une communauté. Dans ce sens, le neutralisme n'est guère une manifestation passive, mais ressemble beaucoup plus à une politique nationaliste active qui n'exclut nullement des interventions sur la scène internationale dans le but d'accroître le prestige, l'influence ou même la puissance de son propre pays.

Intellectuellement et sentimentalement, le neutralisme est nourri par l'aspiration vers l'indépendance nationale. Dès que ses défenseurs croient leur rêve réalisé, ils s'engagent énergiquement sur la voie d'une politique étrangère indépendante, facilement empreinte d'une certaine folie de grandeur. Bien entendu, dans les conditions actuelles, elle est rapidement vouée à l'échec, si elle ne s'adapte pas tacitement aux réalités, en acceptant l'inévitable interdépendance entre les peuples et un minimum de collaboration. Dans aucun cas, le neutralisme, qui apparaît aussi sous la forme de non-engagement, n'a d'ailleurs depuis la fin de la guerre pu s'imposer effectivement comme un élément déterminant de la politique étrangère. L'Inde, dans ce domaine un des précurseurs, a été obligée de revenir à un certain engagement en raison des répercussions sur son sort des affrontements des blocs et des grandes puissances. La plupart des pays africains en des moments difficiles n'ont finalement pas pu se soustraire à un certain choix. Le neutralisme cesse, en outre, d'exister comme

doctrine politique dès qu'un pays se décide à participer à une communauté d'Etats. En Europe occidentale, on a pu observer à divers moments des tendances neutralistes, mais l'engagement atlantique ou européen a toujours été plus fort. La France du général de Gaulle semble avoir pris peu à peu le chemin d'un neutralisme verbal en insistant beaucoup sur sa volonté d'indépendance et sa liberté d'action dans le domaine diplomatique et militaire. Mais en réalité, ce neutralisme français est une fiction, parce que le général de Gaulle accepte très largement la collaboration européenne et atlantique, tout en reconnaissant les liens créés depuis la fin de la guerre par une série d'interdépendances.

Un exemple, heureusement encore théorique, nous fait comprendre le parallélisme entre le neutralisme et le nationalisme : supposons que l'Allemagne occidentale, déçue par un grave échec des efforts d'unification européenne et abandonnée plus ou moins par une Amérique tournée vers l'Asie, se dégage de ses liens occidentaux pour essayer de retrouver son unité à travers le neutralisme. Dans cette éventualité, elle pratiquerait rapidement une politique indépendante envers l'Est et accorderait à ses préoccupations nationales une priorité absolue en devenant à nouveau un danger réel pour le monde, à condition qu'elle puisse échapper longtemps à la soviétisation. Bref, à notre époque, le neutralisme est anticommunautaire et ne saurait avoir qu'une signification purement nationaliste.

Un nationalisme européen ?

En terminant, nous devons nous poser la question : dans quelle mesure faudra-t-il redouter ou accepter un nationalisme européen ? Les défenseurs d'une communauté européenne structurée sont accusés de nationalisme à la fois par ceux qui restent attachés aux Etats nationaux et par ceux qui souhaitent voir naître, avec plus ou moins de sincérité et de désintéressement, des communautés plus vastes et éventuellement même un gouvernement mondial. Les premiers voient dans ce qu'ils appellent très superficiellement le nationalisme européen une justification de leur propre thèse, selon laquelle les patries, les nations et les Etats ne sauraient disparaître dans un ensemble anonyme ou apatride. Ils affirment que les protagonistes d'une Europe fédérale sont obligés de se

conduire en nationalistes européens, parce qu'il n'y a pas d'Etat sans nations. Si l'on veut faire disparaître la nation française ou la nation allemande, il faut faire naître une nation européenne.

Les autres, les atlantiques ou les mondialistes, reprochent à l'Europe en formation son manque d'ouverture et opposent au prétendu protectionnisme du Marché commun un vaste libre échange comme meilleure garantie d'un rapide progrès économique, social et humain.

Nous avons pu constater que les origines, les motivations et les objectifs du nationalisme sont extrêmement variables. Il ne suffit donc pas de créer une nouvelle notion, celle du nationalisme européen, sans se donner la peine de la définir correctement et d'un commun accord. On n'apporte rien en lançant des slogans du genre de « nation européenne », d'autant moins que la conception de la nation n'est pas identique dans les différents pays appelés à former une nouvelle communauté. En France, cette espèce de nationalisme est d'origine jacobine, par conséquent imprégnée par les idées de la révolution de 1789 et inséparable d'une centralisation excessive. En Allemagne, par contre, le sentiment national n'a jamais pu se développer véritablement, ni d'ailleurs en Italie, tandis que le nationalisme, dans la mesure où il existe en Belgique et aux Pays-Bas, est assez proche d'un particularisme défensif et bien éloigné des conceptions hautaines propagées en France par certains milieux gaullistes. Il est donc certain qu'un nationalisme européen ne pourrait jamais être le résultat d'une addition des nationalismes nationaux. Très probablement, il sera aussi dépourvu de tout aspect sentimental et passionnel, parce que les confédérations et fédérations sont bien obligées, dans une première phase assez longue, d'entreprendre des efforts considérables afin de surmonter leurs oppositions et incompatibilités internes et de faire naître progressivement avec prudence, patience et tact un sentiment communautaire, qui serait rapidement étouffé, si l'on voulait lui donner un sens nationaliste.

Un nationalisme européen ne saurait donc se développer que selon les appréhensions de ceux qui accusent l'Europe d'être trop fermée. Il s'agirait donc d'une conséquence naturelle de la création d'une nouvelle communauté, qui est inévitablement obligée de s'affirmer envers le monde extérieur et qui ne pourra point à la fois se con-

stituer et disparaître dans un ensemble plus vaste. On voit mal pourquoi une Europe consciente de son unité et s'entourant d'une petite muraille indispensable pour la préservation d'une communauté, s'avérerait comme un obstacle à la collaboration et l'interdépendance internationales, lorsqu'on admet par exemple très naturellement l'existence de groupes familiaux encore plus fermés à l'intérieur d'une société. Or, s'il était concevable de faire disparaître par un coup de baguette magique toutes les frontières et d'instituer un gouvernement mondial, on reprocherait évidemment avec raison à la Communauté Européenne d'être anachronique. Mais en réalité, l'unité européenne est une étape indispensable sur la voie lointaine vers une communauté des peuples. Elle possède le grand

mérite d'effacer peu à peu un certain nombre de frontières. Qu'on ne demande donc pas l'impossible et qu'on accepte les exigences élémentaires d'une évolution confédérale et fédérale. Avant de pouvoir s'intégrer dans une communauté mondiale, l'Europe doit d'abord exister et s'affirmer envers l'extérieur. Ce n'est même pas une autodéfense, ce n'est qu'une situation naturelle qu'on aurait tort de confondre avec un nationalisme quelconque, d'autant moins que cette Europe ne refusera aucun dialogue ni aucune confrontation. Mais une fois de plus, afin d'être en mesure de dialoguer, une Communauté doit se constituer et avoir le courage de refuser sa disparition anonyme dans un atlantisme ou mondialisme nébuleux, qui serait soit inefficace, soit le camouflage d'une domination.

